

**Sujet :** [INTERNET] Observations enquête publique la Carrière de La Chenilla à Saint-Gingolph

**De :** > cmguerrin (par Internet)

**Date :** 20/11/2023 à 15:48

**Pour :** ddpp-enquete@haute-savoie.gouv.fr

Charles et Martine Guerrin

Le 20 novembre 2023

A Madame la Commissaire enquêtrice  
Enquête publique concernant le projet  
de remise en exploitation de la Carrière  
de La Chenilla à Saint-Gingolph

Madame la Commissaire enquêtrice,

Le projet de réouverture d'une carrière d'extraction de roches à Bret (commune de Saint-Gingolph), appelle de notre part les observations suivantes.

La carrière dite de la Chenilla serait exploitée sur **une durée de trente années**, ce qui en soi est inacceptable, étant donné l'imprévisibilité à si long terme des besoins réels en matériaux, mais aussi de l'ensemble des conditions géologiques, climatiques, environnementales et réglementaires en matière de sécurité et de circulation.

Ce serait donner à l'exploitant un chèque en blanc au détriment des populations concernées : riverains et usagers de la D1005, sans parler des autres éléments vivants (flore et faune).

**L'ampleur de l'exploitation projetée** (surface de 324 093 m<sup>2</sup>, dont 76 029 m<sup>2</sup> d'excavation, défrichement de 96 628 m<sup>2</sup> de boisements, extraction pouvant atteindre 400.000 tonnes par an) et le recours aux explosifs pour les extractions : autant de données qui doivent également faire refuser la demande présentée.

**L'importance du trafic induit de poids-lourds sur la RD1005**, tant par l'évacuation des **matériaux extraits** que par l'**apport de remblais** importés de l'extérieur pour être déposés sur le site, ne peut qu'aggraver les conditions de circulation et de sécurité sur cette route à fort trafic (près de 10.000 passages / jour) et à vocation internationale. Sans même parler des nuisances créées directement par la carrière et les opérations de chargement et déchargement des camions.

Le pétitionnaire **ne s'engage d'ailleurs à respecter le double fret que sur 50%** des trajets des camions, ce qui est inadmissible.

Le **recours partiel au transport lacustre**, s'il allège la voie routière, **n'est pas neutre au plan environnemental et sécuritaire** ; la multiplication des barges (jusqu'à 500 par an, s'ajoutant à

celles liées à l'exploitation de la carrière des Etalins à Meillerie), embarcations chargées de roches, naviguant le long d'un littoral à fort potentiel touristique, ne peut qu'inquiéter ; on s'étonne au passage que le projet ne soit pas soumis à la Loi sur l'eau, alors qu'il implique l'utilisation du domaine public lacustre.

Le projet méconnaît (ou minimise) **les risques de l'exploitation d'un site si proche de la RD1005, faisant partie d'un massif connu pour l'instabilité de ses roches et les nombreux épisodes de chutes de pierres, de roches, voire d'éboulements de masse** (notamment sur les sites des carrières des Etalins, de la Balme, de la Chenilla), ainsi que des **phénomènes de laves torrentielles et effondrements subaquatiques**, phénomènes ayant causé de graves dégâts et coupé durablement la RD1005 (seule voie routière entre l'est de Lugrin et Saint-Gingolph).

Nous avons noté que, dans son avis, **la MRAe avait émis de nombreuses réserves et demandes au pétitionnaire**, relatives aux règles environnementales et plus largement à la sécurité et de la santé des populations.

Aux interrogations et recommandations de la MRAe concernant :

- l'état de l'environnement, évaluation des incidences, mesures d'évitement, réduction et compensation,
- l'impact visuel,
- les enjeux faune, flore, faune aquatique, eaux pluviales
- le bilan carbone
- les mesures de qualité air, bruit, vibrations, et le retour d'informations sur l'exploitation antérieure

les réponses sont généralement imprécises ou restreintes, voire carrément dilatoires, et les engagements des plus vagues.

Sur le sujet pourtant primordial des **"effets cumulés du projet avec la carrière de Meillerie située à 4 km à l'ouest"** (qu'il s'agisse des impacts sur le paysage et le cadre de vie, et plus encore des trafics routier et lacustre), le pétitionnaire se contente d'affirmer qu'aucun effet cumulé n'est à prévoir.

De même élude-t-il l'interrogation qui lui est faite des interactions et cumuls de la remise en exploitation de la Chemilla avec le projet de sécurisation de la D1005 (actuellement en enquête publique), la proximité immédiate de la ViaRhôna (voie verte cycliste), et même la présence de la voie ferrée Evian-Saint-Gingolph (actuellement désaffectée).

Pour se dérober à ses obligations d'information et d'anticipation, le pétitionnaire s'abrite devant la chronologie et la différence statutaire des actions et des procédures.

Mieux : s'il évoque la carrière des Etalins – à laquelle le lie une communauté d'intérêts –, carrière dont le renouvellement d'exploitation a suscité émotion et oppositions chez nombre d'habitants de Meillerie, c'est pour en vanter les bienfaits qui en résulteraient pour ceux-ci...

Un point mérite particulièrement attention : c'est la justification majeure du projet de remise en exploitation, qui serait de répondre aux **"besoins en matériaux" du Chablais et de la Haute-Savoie**. La MRAe, à juste titre, a mis en doute sa pertinence, en relevant que **50% ou plus des extractions seraient destinées à la Suisse**. Ce que confirme d'ailleurs le document (émanant du Conseil d'Etat du canton de Vaud), faisant état de la raréfaction et du grave déficit de la ressource locale en sable et graviers et le fait que "nous [le canton de Vaud] importons actuellement 500.000 m3 de granulats de la France voisine". Au surplus,

l'insuffisance des excavations (du canton de Vaud) pouvant recevoir les déchets à enfouir (de l'ordre de 1,8 million de m<sup>3</sup>/an) l'incite à rechercher des solutions externes. (En France notamment).

Comme les estimations données par le pétitionnaire sont largement susceptibles d'évoluer, il faut retenir de son projet qu'il répond majoritairement à des besoins suisses, et non aux besoins des entreprises (routes et bâtiments) de la Haute-Savoie.

Il n'est pas indifférent que ce projet soit présenté à E.P. **un an seulement après le renouvellement d'autorisation d'exploiter la carrière voisine des Etalins (Meillerie)**, accordé à **une société dépendant du même groupe** que le pétitionnaire de la présente E.P.

Ce groupe suisse, très actif dans le secteur des matériaux dans le canton de Vaud, et exerçant une sorte de monopole en Chablais français, le projet soumis à l'enquête, – concernant une activité aussi génératrice de risques et de dommages à l'environnement que les carrières – doit être apprécié **au regard du seul intérêt public des populations françaises concernées.**

Cela nous semble imposer, compte tenu également des autres éléments exposés ci-dessus, que soit émis un avis défavorable à cette demande.

Dans cette attente, nous vous prions d'agréer l'expression de notre considération la plus distinguée.